

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2007 — 3115

[2007/202058]

30 MARS 2007. — Décret organisant la reconnaissance et le subventionnement d'une association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'associations sportives francophones

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1^o « Conseil supérieur » : le Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air instauré par le décret du 23 décembre 1988 instituant le Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air auprès de l'Exécutif de la Communauté française;

2^o « Association » : l'association des fédérations sportives, des fédérations sportives de loisirs et des associations sportives francophones;

3^o « Fédérations sportives » : fédérations telles que définies à l'article 1^{er}, 8^o, du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française;

4^o « Fédérations sportives de loisirs » : fédérations telles que définies à l'article 1^{er}, 9^o, du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française;

5^o « Associations sportives » : associations telles que définies à l'article 1^{er}, 10^o, du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française.

CHAPITRE II. — *De la reconnaissance*

Art. 2. Le Gouvernement peut reconnaître une association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'associations sportives francophones.

Art. 3. Pour être reconnue, l'association doit remplir les conditions suivantes :

1^o être constituée en association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

2^o regrouper en son sein au moins deux tiers des fédérations sportives, des fédérations sportives de loisirs et des associations sportives reconnues en vertu du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française dont au moins deux tiers des fédérations sportives au sens de l'article 1^{er}, 3^o;

3^o avoir une activité régulière conforme à son objet social et ayant notamment pour objectifs de :

a) contribuer à l'amélioration constante et à la professionnalisation de la gestion administrative et du fonctionnement de ses fédérations et associations membres, notamment par la mutualisation de services;

b) favoriser l'accès du plus grand nombre à une information sportive appropriée;

c) favoriser le regroupement des fédérations et associations sportives gérant une même discipline ou des disciplines sportives similaires.

4^o avoir son siège en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;

5^o être dirigée par un organe de gestion composé de douze membres au moins :

a) Les trois quarts au moins des membres de l'organe de gestion doivent exercer une fonction dirigeante soit de président(e), de vice-président(e), de secrétaire (général) ou de trésorier(e) au sein du conseil d'administration d'une fédération ou d'une association sportive reconnue;

b) Un quart au plus des membres de l'organe de gestion peut faire partie du personnel administratif de direction au sein d'une fédération ou d'une association sportive reconnue;

c) Les trois quarts au moins des membres de l'organe de gestion doivent exercer leur fonction dirigeante ou faire partie du personnel administratif de direction au sein d'une fédération sportive reconnue gérant une discipline figurant au programme des Jeux olympiques d'été ou d'hiver;

d) Au sein de l'organe de gestion, il ne peut y avoir plus de 80 pour cent d'administrateurs de même sexe;

6^o tenir, selon le modèle fixé par le Gouvernement, une comptabilité régulière permettant le contrôle visé au 8^o du présent article;

7^o inscrire dans ses statuts les dispositions conformes au 1^o, 2^o, 3^o, 4^o et 5^o et communiquer au Gouvernement ses statuts et règlements, ainsi que toutes les modifications qui leur sont ultérieurement apportées;

8^o accepter l'inspection de ses activités et le contrôle de ses documents comptables et administratifs par les fonctionnaires habilités par le Gouvernement à cet effet;

9^o imposer à ses fédérations et associations membres le paiement d'une cotisation dont le montant est fixé par l'assemblée générale de l'association;

10^o communiquer annuellement au Gouvernement :

a) la liste de ses fédérations et associations membres en ordre de cotisation;

b) les modalités d'emploi de son personnel;

11^o prendre les dispositions appropriées pour que les participants aux activités qu'elle organise soient assurés en responsabilité civile et en réparation des dommages corporels.

Art. 4. La demande de reconnaissance est introduite par l'association au moyen des formulaires fournis par le Gouvernement.

Elle est adressée au Gouvernement, accompagnée des annexes qu'il détermine, sous pli recommandé à la poste.

Art. 5. La reconnaissance est accordée par le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur, pour une durée de huit ans.

La première période de reconnaissance commence le 1^{er} janvier 2009.

Art. 6. La décision relative à la reconnaissance est notifiée à l'association, sous pli recommandé à la poste endéans les quatre mois à dater de l'envoi de la demande de reconnaissance.

Art. 7. Sous réserve de l'article 57 des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, en cas de non respect de l'une des conditions fixées par l'article 3 ou dans le cas où le contrôle visé à l'article 3, 8^o, laisse apparaître des manquements aux obligations visées à l'article 14, § 1^{er}, ou à la législation comptable, à la loi sur les associations sans but lucratif ou aux lois sociales et fiscales, le Gouvernement, après avis du Conseil supérieur, peut suspendre ou retirer la reconnaissance de l'association après que celle-ci ait été invitée à faire valoir ses arguments.

Cette décision est notifiée sans délai à l'association, sous pli recommandé à la poste.

Art. 8. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine la procédure d'introduction et d'instruction des recours introduits contre la décision de non reconnaissance, contre l'absence de décision de reconnaissance ainsi que contre la décision de suspension ou de retrait de la reconnaissance. Dans ces deux derniers cas le recours est suspensif.

Le recours est introduit sous pli recommandé à la poste et contient notamment les éléments suivants :

1^o La motivation du recours;

2^o Les arguments ou éventuels éléments nouveaux que l'association entend faire valoir.

§ 2. Tout recours doit être introduit endéans les trente jours suivant la notification de la décision contestée et, en cas d'absence de décision de reconnaissance, endéans les trente jours à dater de la fin du quatrième mois qui suit la date d'introduction de la demande.

§ 3. Le Gouvernement arrête sa décision :

1^o dans le cas d'un recours portant sur une décision relative à la reconnaissance : après avis du Conseil supérieur, endéans les nonante jours à dater de celui-ci. Dans ce cas, le Conseil supérieur est tenu de rendre son avis dans les soixante jours à dater du recours;

2^o dans le cas d'un recours portant sur une absence de décision de reconnaissance : après avis du Conseil supérieur, endéans les trente jours à dater de celui-ci. Dans ce cas, le Conseil supérieur est tenu de rendre son avis dans les trente jours à dater du recours.

En cas d'absence d'avis du Conseil supérieur dans les délais spécifiés dans le présent paragraphe, la formalité de demande d'avis est considérée comme accomplie.

§ 4. Toute décision relative au suivi d'un recours est notifiée à l'association sous pli recommandé à la poste.

Art. 9. L'association a l'obligation de faire mention de sa reconnaissance dans ses documents et sites officiels.

CHAPITRE III. — *De la subvention*

Art. 10. Pour lui permettre de rencontrer les objectifs visés à l'article 3, 3^o, le Gouvernement accorde annuellement à l'association reconnue, dans la limite des crédits budgétaires prévus à cet effet, une subvention forfaitaire de fonctionnement dont le montant est nominativement inscrit au budget de la Communauté française.

Cette subvention est destinée à couvrir une partie des dépenses de l'association reconnue pour assurer son fonctionnement de base, la réalisation des objectifs visés à l'article 3, 3^o, et la rémunération de son cadre administratif.

Art. 11. Pour bénéficier de la subvention forfaitaire de fonctionnement prévue à l'article 10, l'association reconnue introduit une demande à l'administration sur les formulaires fournis par celle-ci.

Art. 12. Les formulaires visés à l'article 11 sont introduits pour le 31 mars de l'année de l'exercice budgétaire à charge duquel la subvention accordée sur la base du décret est effectivement liquidée.

Ils sont complétés, accompagnés de tout document requis, et signés par au moins deux administrateurs mandatés à cet effet.

Sauf cas de force majeure, tout retard dans la transmission de la demande entraîne la perte du droit à la subvention de fonctionnement.

Art. 13. L'association joint à sa demande :

1^o Le procès-verbal de sa dernière assemblée générale, en ce compris le rapport des commissaires aux comptes, approuvant :

a) Le projet de budget de l'année en cours;

b) Le bilan et le compte d'exploitation, en dépenses et recettes, de l'année écoulée;

c) Le rapport moral présenté par les instances dirigeantes;

d) Le relevé des activités programmées ainsi que leurs objectifs prioritaires.

2^o La liste actualisée de ses fédérations et associations membres en ordre de cotisation.

3^o La liste actualisée des membres de son personnel en précisant pour chacun d'eux :

a) les éléments relatifs à son identification (nom, prénoms, date de naissance, sexe, adresse);

b) son statut;

c) la nature de son contrat;

d) sa fonction;

e) ses qualifications;

f) le nombre d'heures prestées rapportées en équivalent temps plein;

g) les éléments relatifs à son coût salarial ou à ses indemnités.

4^o La liste actualisée des membres de son organe de gestion reprenant, pour chacun d'eux, le nom, l'adresse et la fonction exercée au sein de l'association et au sein de la fédération ou de l'association dont il est issu.

5° Un rapport de ses activités de l'année antérieure explicitant notamment les actions développées dans le cadre des objectifs fixés à l'article 3, 3°, du décret.

Art. 14. § 1^{er}. L'association doit gérer en bon père de famille sa subvention forfaitaire de fonctionnement et l'utiliser exclusivement pour rencontrer les objectifs fixés à l'article 3, 3°.

§ 2. Le Gouvernement détermine la procédure d'introduction de la demande et les conditions d'octroi de la subvention forfaitaire de fonctionnement.

§ 3. Une avance sur la subvention forfaitaire de fonctionnement est versée à la bénéficiaire dans le courant du premier trimestre de l'année en cours. Elle s'élève à 80 pour cent du montant mis en liquidation pour le même objet l'année précédente. Le solde est versé à la fin du premier trimestre de l'année en cours.

Art. 15. Le Gouvernement peut conclure avec l'association des conventions particulières dans le but, notamment, de contribuer à la formation de base et continuée des dirigeants sportifs et de promouvoir les valeurs du sport en Communauté française.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 16. La décision de reconnaissance de l'association des fédérations sportives francophones, octroyée sur base du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française, abrogé par le décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française, est maintenue jusqu'au 31 décembre 2008.

Art. 17. Le modèle de comptabilité visé à l'article 3, 6°, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Art. 18. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 mars 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Notes

Session 2006-2007 :

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 353-1. — Amendements de commission, n° 353-2. — Rapport, n° 353-3.
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du mardi 27 mars 2007.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 3115

[2007/202058]

30 MAART 2007. — Decreet tot organisatie van de erkenning en de subsidiëring van een vereniging van Franstalige sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemeen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "Hoge raad" : de Hoge raad voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens ingericht bij het decreet van 23 december 1988 tot instelling van de Hoge Raad voor de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens bij de Franse Gemeenschapsexecutieve;

2° "Vereniging" : de vereniging van de Franstalige sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen;

3° "Sportfederaties" : federaties zoals bepaald in artikel 1, 8°, van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap;

4° "Recreatieve sportfederaties" : federaties zoals bepaald in artikel 1, 9°, van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap;

5° "Sportverenigingen" : verenigingen zoals bepaald in artikel 1, 10°, van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning*

Art. 2. De Regering kan een vereniging van Franstalige sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen erkennen.

Art. 3. Om erkend te worden moet de vereniging aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2° Minstens twee derde van de sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen opnemen die erkend zijn krachtens het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap waarvan minstens twee derde van de sportfederaties in de zin van artikel 1, 3°;

3° Een regelmatige activiteit uitoefenen in overeenstemming met haar maatschappelijke doel en inzonderheid met tot doel :

a) mee te werken aan de voortdurende verbetering en aan de professionalisering van het administratief beheer en de werking van haar lidfederaties en lidverenigingen, inzonderheid door de mutualisering van diensten;

b) Zoveel mogelijk de toegang bieden tot een aangepaste sportinformatie;

c) De groepering van de sportfederaties en -verenigingen bevorderen die eenzelfde sporttak of gelijkaardige sporttakken beheren.

4° Haar zetel in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad vestigen.

5° Geleid worden door een beheersorgaan bestaande uit minimum twaalf leden :

a) Minstens drie vierde van de leden van het beheersorgaan moet een leidend ambt uitoefenen van voorzitter, ondervoorzitter, secretaris(-generaal) of penningmeester binnen de raad van bestuur van een federatie of van een erkende sportvereniging;

b) ten hoogste een vierde van de leden van het beheersorgaan kan deel uitmaken van het administratief bestuurspersoneel binnen een erkende sportfederatie of -vereniging;

c) minstens drie vierde van de leden van het beheersorgaan moet zijn leidend ambt uitvoeren of deel uitmaken van het administratief bestuurspersoneel binnen een erkende sportfederatie die een sporttak beheert die behoort tot het programma van de Olympische zomer of -winterspelen;

d) binnen het beheersorgaan kan er niet meer dan 80 procent bestuurders van hetzelfde geslacht zijn.

6° Een regelmatige boekhouding voeren voor de controle bedoeld in 8° van dit artikel volgens het model bepaald door de Regering.

7° In haar statuten de bepalingen inschrijven overeenkomstig 1°, 2°, 3°, 4° en 5°, en haar statuten en reglementen meedelen aan de Regering alsmede alle wijzigingen die achteraf worden aangebracht.

8° De inspectie van haar activiteiten en de controle op het geheel van haar boekhoudkundige en administratieve documenten aanvaarden door de ambtenaren die daartoe door de Regering gemachtigd worden.

9° Aan de federaties en verenigingen die lid zijn de betaling van lidgeld opleggen waarvan het minimaal bedrag door de algemene vergadering van de vereniging wordt vastgesteld.

10° Jaarlijks aan de Regering de volgende documenten meedelen :

a) De lijst van haar lidfederaties en -verenigingen die hun lidgeld betaald hebben;

b) De modaliteiten voor de werving van haar personeel;

11° De nodige maatregelen treffen voor de verzekering voor burgerlijke aansprakelijkheid en herstelling van lichamelijke schade van de deelnemers aan de activiteiten die zij organiseert.

Art. 4. De aanvraag om erkenning wordt door de vereniging ingediend door middel van de formulieren bezorgd door de Regering.

Zij wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de Regering meegedeeld, samen met de bijlagen die zij bepaalt.

Art. 5. De erkenning wordt na advies van de Hoge raad voor een duur van acht jaar door de Regering toegekend.

De eerste erkenningsperiode begint op 1 januari 2009.

Art. 6. De beslissing betreffende de erkenning wordt bij ter post aangetekend schrijven binnen de vier maanden vanaf de versturing van de aanvraag om erkenning aan de vereniging meegedeeld.

Art. 7. Onder voorbehoud van artikel 57 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, kan de Regering, ingeval van niet-naleving van een van de voorwaarden bepaald bij artikel 3 of ingeval uit de controle bedoeld in artikel 3, 8° blijkt dat er overtredingen zijn begaan inzake de verplichtingen bedoeld in artikel 14, § 1, of inzake de boekhoudkundige wetgeving, de wet op de verenigingen zonder winstoogmerk of de sociale et fiscale wetten, na advies van de Hoge raad, de erkenning van de vereniging opschorten of intrekken nadat deze uitgenodigd werd haar argumenten te laten gelden.

Die beslissing wordt onverwijld bij ter post aangetekend schrijven aan de vereniging meegedeeld.

Art. 8. § 1. De Regering bepaalt de procedure voor het indienen en het onderzoek van de beroepen ingediend tegen de beslissing om niet-erkenning, tegen het gebrek aan beslissing om erkenning alsmede tegen de beslissing om opschorting of intrekking van de erkenning. In beide laatste gevallen is het beroep opschortend.

Het beroep wordt bij ter post aangetekend schrijven ingediend en bevat inzonderheid de volgende elementen :

1° de motivatie van het beroep;

2° de argumenten of eventuele nieuwe elementen die de vereniging wil laten gelden.

§ 2. Elk beroep moet binnen de dertig dagen ingediend worden volgend op de bekendmaking van de bestreden beslissing en, als er geen beslissing om erkenning is, binnen de dertig dagen vanaf het einde van de vierde maand volgend op de datum van indienen van de aanvraag.

§ 3. De Regering neemt haar beslissing :

1° In het geval van een beroep over een beslissing betreffende de erkenning : na advies van de Hoge raad, binnen de negentig dagen vanaf deze. In dat geval wordt de Hoge raad ertoe gehouden haar advies te geven binnen de zestig dagen vanaf het beroep.

2° In het geval van een beroep over een gebrek aan beslissing om erkenning : na advies van de Hoge raad binnen de dertig dagen vanaf deze. In dat geval wordt de Hoge raad ertoe gehouden haar advies te geven binnen de dertig dagen vanaf het beroep.

Als de Hoge raad binnen de termijnen bepaald in deze paragraaf zijn advies niet heeft gegeven, worden de nadere regels voor de aanvraag om advies beschouwd als vervuld.

§ 4. Elke beslissing betreffende de opvolging van een beroep wordt aan de vereniging bij ter post aangeschreven schrijven meegedeeld.

Art. 9. De vereniging wordt ertoe verplicht haar erkenning in haar documenten en officiële sites te vermelden.

HOOFDSTUK III. — *Subsidiëring*

Art. 10. Om haar toe te laten de in artikel 3, 3°, bedoelde doelstellingen te bereiken, kent de Regering jaarlijks aan de erkende vereniging, binnen de perken van de begrotingskredieten die daartoe uitgetrokken zijn, een forfaitaire werkingssubsidie waarvan het bedrag nominatief ingeschreven is in de begroting van de Franse Gemeenschap.

Die subsidie is bestemd om een deel van de uitgaven van de vereniging te dekken die erkend is om de basiswerking, de verwezenlijking van de beoogde doelstellingen bedoeld in artikel 3, 3°, en de bezoldiging van haar administratief kader te verzekeren.

Art. 11. Om de in artikel 10 bedoelde forfaitaire werkingssubsidie te kunnen genieten, dient de erkende vereniging een aanvraag in bij het bestuur op de formulieren ingediend door deze laatste.

Art. 12. De formulieren bedoeld in artikel 11 worden ingediend voor 31 maart van het begrotingsjaar ten laste waarvan de subsidie die op grond van het decreet toegekend wordt, werkelijk wordt uitbetaald.

Deze worden ingevuld en samen met elk vereist document ondertekend door minstens twee daartoe gemachtigde bestuurders.

Behoudens overmacht heeft elke te laat ingediende aanvraag het verlies van het recht op de werkingssubsidie tot gevolg.

Art. 13. De vereniging voegt bij haar aanvraag :

1° De notulen van haar laatste algemene vergadering, met inbegrip van het verslag van de commissarissen van de rekeningen, met goedkeuring :

- a) Van het begrotingsontwerp van het lopende jaar;
- b) Van de balans en de exploitatierekening, als uitgaven en opbrengsten, van het afgelopen jaar;
- c) van het zedelijk verslag voorgesteld door de leidende instanties;
- d) van de staat van de geprogrammeerde activiteiten alsmede hun prioritaire doelstellingen.

2° De bijgewerkte lijst van haar lidfederaties en -verenigingen die hun bijdrage betaald hebben.

3° De bijgewerkte lijst van de leden van haar personeel met bepaling voor elk van hen van :

- a) de elementen betreffende hun identiteit (naam, voornaam, geboortedatum, geslacht, adres);
- b) hun statuut;
- c) de aard van hun contract;
- d) hun ambt;
- e) hun kwalificaties;
- f) het aantal gepresteerde uren die worden uitgedrukt in voltijdse equivalent;
- g) de gegevens met betrekking tot hun loonkosten of hun vergoedingen.

4° De bijgewerkte lijst van de leden van haar beheersorgaan met, voor elk van hen, de naam, het adres en het ambt uitgeoefend binnen de vereniging en binnen de federatie of de vereniging waar zij afkomstig van zijn.

5° Een activiteitenverslag van het voorafgaande jaar met bepaling van de acties ontwikkeld in het kader van de doelstellingen bepaald in artikel 3, 3°, van het decreet.

Art. 14. § 1. De vereniging moet als een goed huisvader haar forfaitaire werkingssubsidie beheren en die uitsluitend gebruiken om de in artikel 3, 3°, vastgestelde doelstellingen na te leven.

§ 2. De Regering bepaalt de procedure voor het indienen van de aanvraag en de voorwaarden voor de toekenning van de forfaitaire werkingssubsidie.

§ 3. Een voorschot op de forfaitaire werkingssubsidie wordt uitbetaald aan de rechthebbende in de loop van het eerste trimester van het lopende jaar. Deze bedraagt 80 procent van het uitbetaalde bedrag voor dezelfde doelstelling als het jaar voordien. Het saldo wordt uitbetaald op het einde van het eerste trimester van het lopende jaar.

Art. 15. De Regering kan met de vereniging bijzondere overeenkomsten afsluiten inzonderheid met het oog op het bijdragen tot de basis- en voortgezette opleiding van de sportleiders en op het promoten van de waarden van de sport in de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 16. De beslissing om erkenning van de vereniging van de Franstalige sportfederaties, toegekend op basis van het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap, opgeheven bij het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap, wordt behouden tot 31 december 2008.

Art. 17. Het boekhoudingsmodel bedoeld in artikel 3, 6°, treedt in werking op 1 januari 2010.

Art. 18. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, op 30 maart 2007.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota's

Zitting 2006-2007 :

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 353-1. — Commissieamendement nr. 353-2. — Verslag, nr. 353-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 27 maart 2007.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 3116

[2007/202341]

7 JUIN 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant la mise en révision des plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin (planche 57/7) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription de deux zones d'extraction en extension de la carrière de Lompret sur le territoire de la commune de Chimay (Lompret) et de la réaffectation en zone agricole, au titre de compensation planologique, de terrains sis dans la partie est de la zone d'extraction existante sur le territoire des communes de Chimay (Lompret) et de Couvin (Aublain)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 1^{er}, 22, 23, 25, 32, 35 et 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional, adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 10 septembre 1979 établissant le plan de secteur de Thuin-Chimay;

Vu l'arrêté royal du 24 avril 1980 établissant le plan de secteur de Philippeville-Couvin;

Considérant que l'option retenue par le schéma de développement de l'espace régional en ce qui concerne la protection et la gestion des ressources du sous-sol est de répondre aux besoins d'espaces nécessaires à l'activité extractive pour les trente prochaines années;

Considérant le Contrat d'avenir pour les Wallonnes et les Wallons, adopté le 20 janvier 2005 et les actions prioritaires pour l'avenir wallon, adoptées le 30 août 2005;

Considérant qu'en date du 27 mars 2002, le Gouvernement wallon a chargé le Ministre de l'Aménagement du Territoire de procéder à l'instruction des dossiers de demande d'inscription de zones d'extraction sur base de la méthodologie suivante : vérification par l'administration que la demande porte sur un gisement validé par l'étude réalisée par l'Université de Liège relative à l'inventaire des ressources du sous-sol, que ladite demande correspond à un plan stratégique de développement de l'entreprise, en termes économiques, d'emplois et de mobilité durable et qu'elle s'inscrit dans au moins une des priorités suivantes :

- l'exploitation ne peut se poursuivre plus de 6 ans dans les limites de la zone d'extraction inscrite au plan de secteur, en fonction du rythme d'exploitation actuel, sauf circonstances exceptionnelles motivées dans le plan stratégique;
- la demande contribue à maintenir un potentiel productif dans un matériau servant d'intrant dans un secteur économique important en Wallonie;

Considérant que la SA Carrières de Lompret exploite sur le territoire de l'ancienne commune de Lompret (Chimay), une carrière de pierres calcaires à basse teneur en carbonate de calcium, pour la production de concassés commercialisés sous la forme de granulats destinés aux travaux de génie civil et au secteur de la construction;

Considérant que la zone d'extraction dans laquelle s'inscrit cette exploitation est reprise au plan de secteur de Thuin-Chimay (Chimay (Lompret)) sur environ 19,2 ha et sur 8,4 ha au plan de secteur de Philippeville-Couvin (commune de Couvin, ancienne commune d'Aublain);

Considérant que la carrière est ouverte dans le flanc nord d'un anticlinal, au sein des calcaires argileux du Membre de Bieumont de la Formation des Grands-Breux datant du Frasnien moyen; que les couches géologiques sont orientées est-ouest et présentent un pendage de l'ordre de 20 à 30° vers le nord;